

## Un exemple de pratiques terroristes : Les assassinats individuels et collectifs

Par J.L.MARRET, FRS, fin juillet 2002.

La tentative d'assassinat perpétrée contre le Président de la république le 14 juillet 2002 fut heureusement mal orchestrée, peu rationnelle et semble-t-il le fait d'un homme seul (l'enquête le dira). Cette pratique est récurrente dans tous les régimes où la personnification du pouvoir est élevée.

Instrument de choix de la violence politique, moyen d'éliminer des adversaires d'une façon expéditive, l'assassinat politique a des motifs et des modalités innombrables. Il y a à l'évidence plusieurs sortes d'assassinats politiques - spontanés, organisés, psychopathologiques, légaux, légitimes, hier individualisés, aujourd'hui davantage tournés vers les massacres à travers le monde. Leur aspect le plus spectaculaire est qu'ils peuvent être des moyens de changer l'histoire. Le recours au meurtre est ainsi, dans l'esprit de certains de ses zéloteurs, un moyen d'orientation ou de régulation de l'évolution d'une société. Les groupes terroristes sont de ceux là. Le L.T.T.E., le mouvement des Tigres tamouls, a ainsi assassiné un Président de la République sri-lankaise en exercice (Ranasinghe Premadasa, en mai 1993 ; un ancien Premier ministre indien (Rajiv Gandhi, en mai 1991) ; un ministre de la défense sri-lankais en exercice (Ranjan Wijeratne, en mars 1991 à Colombo) ; un chef d'état-major de la marine sri-lankaise (Clancey Fernando, en novembre 1992).

### Le geste libérateur

L'assassinat est un geste libérateur. D'un côté certes, les gestes d'illuminés, les tyrannicides ingénus, mais de l'autre l'accomplissement de la libération, la parousie longuement pensée. « Qu'importe les victimes si le geste est beau ! » ou « l'assassinat considéré comme un des beaux arts »<sup>1</sup> renvoient à une conception esthétique de l'assassinat qui est le plus souvent étrangère aux groupes terroristes. Entre ces deux types d'homicides politiques, il y a toute la variété des motifs, des doctrines justificatrices, des moyens, des tueurs (individus isolés, fous, groupes terroristes, agents secrets d'Etat, etc.) et des victimes. L'histoire l'a d'ailleurs montré. Tel mouvement nationaliste corse inventa bien opportunément la notion de « légitime défense préventive » et combien de marginaux, de

<sup>1</sup> Du nom de l'ouvrage de T. De Quincey.

distingués alors : les usurpateurs, venus au pouvoir d'une façon illicite, et les oppresseurs, utilisant mal leur pouvoir.

### La personnification

La démocratie représentative tend à personnifier l'univers politique. Les régimes français ou américains, qualifiés parfois de présidentiels, sont ainsi personnifiés au plus haut par leur président. Et de fait, de nombreux assassinats ou tentatives ont frappé ces premiers personnages de l'Etat (Lincoln, Carnot, Kennedy, tentatives contre Reagan, De Gaulle, etc.) ou des candidats à cette fonction suprême<sup>6</sup>. Les présidents américains ont été l'objet d'un nombre impressionnant de tentatives d'assassinat (Le premier d'entre eux étant Andrew Jackson qui échappa à la mort en janvier 1835 parce que les pistolets de son agresseur ne fonctionnèrent pas) ou d'assassinats (Lincoln, Kennedy, etc.)<sup>7</sup>. Mais d'autres personnalités de l'Etat ou incarnant l'Etat dans l'esprit des assassins peuvent être visées : gouverneurs, parlementaires, hauts fonctionnaires ou un préfet comme en Corse, maires, etc, voire des personnalités incarnant une cause, une doctrine mais agissant hors de l'Etat (exemple : Martin Luther King).

Les groupes terroristes ont le choix de la cible symbolique à frapper et qui incarne finalement toutes leurs haines ou ce à quoi ils s'opposent. Il est des exemples évidemment fameux : L'assassinat de l'amiral espagnol Luis Carrero Blanco par l'E.T.A., en décembre 1973, fut un exemple des modes d'action des groupes terroristes contemporains. Contre le pouvoir espagnol, l'E.T.A. désirait frapper une cible irremplaçable afin d'entraîner un dysfonctionnement de l'Etat espagnol et de plonger la haute fonction publique de ce pays dans la peur. En 1973, la cible potentielle n.º1 - le général Franco - allait bientôt mourir et une ère nouvelle allait s'ouvrir. Il n'était par conséquent pas nécessaire, du point de vue de l'E.T.A. de s'attaquer directement à ce premier personnage. Le successeur le plus évident de Franco était en revanche Carrero Blanco. Le frapper allait paralyser la tête de l'Etat, bloquer peut-être l'ordre de succession franquiste et de toute façon faire connaître mondialement la cause basque. Les quatre hommes chargés de l'abattre décidèrent de le faire spectaculairement et choisirent une voiture piégée télécommandée. Les conséquences pour l'Espagne et l'E.T.A. furent réelles mais difficiles à appréhender. D'un côté, la mort du successeur désigné de Franco, puis la mort de Franco en novembre 1975, privèrent la cause

<sup>6</sup>G.Dietze, Will the Presidency Incline Assassination?, *Ethics*, oct. 1969, n.º1, p.19.

<sup>7</sup>J.Kirkham, S.Levy, W.Crotty (eds.), *Assassination and Political Violence*, Washington, U.S.Government Printing Office, 1969, pp.49-62.

franquiste de leaders charismatiques capables d'assumer le pouvoir politique. Avec Franco, tout le système qu'il avait mis en place qui disparaissait. Mais d'un autre côté, l'instauration d'une démocratie et les concessions que ce régime fit à la cause basque furent un danger plus grand pour l'E.T.A. Cette organisation. n'avait plus en face d'elle un pouvoir autoritaire contre lequel il était possible d'agir en obtenant la sympathie de tous ses opposants.

En septembre 1977, Hans Martin Schleyer - le président de la confédération des employeurs d'Allemagne de l'Ouest, le syndicat patronal allemand - fut enlevé par la Fraction Armée Rouge<sup>8</sup>. Le 19 octobre, la police française trouva son corps dans une voiture à Mulhouse, apparemment abattu de trois balles dans la tête<sup>9</sup>.

En abattant un haut personnage de l'économie allemande, la Fraction Armée Rouge avait frappé au coeur de l'Etat. La société allemande parla longtemps de cette action. Du point de vue doctrinal terroriste, elle montrait la nature « répressive » de l'Etat fédéral et les liens qu'il y avait entre nazisme et capitalisme, Schleyer ayant été pendant la guerre officier S.S.

Enfin, l'assassinat d'Aldo Moro (enlevé en mars 1978, il fut tué 55 jours plus tard), dans un contexte de montée en puissance de la violence politique, fut pour les Brigades Rouges le point fort d'une lutte menée contre l'Etat italien et la Démocratie chrétienne. Comme symbole du régime, Aldo Moro était évident. Comme responsable politique, il était difficilement remplaçable. Cinq jours avant d'être enlevé, n'avait-il pas conclu une entente politique pour la mise en place d'une coalition entre les communistes et les démocrates-chrétiens ?

### Les conséquences d'un assassinat politique

Quelles sont les conséquences d'un homicide politique ? De l'assassinat d'un chef d'Etat ? Elles semblent variables et pas obligatoirement celles qu'espèrent les terroristes. La disparition brutale d'un chef d'Etat, à plus forte raison d'un simple haut-fonctionnaire, n'a pas forcément un effet déstabilisant sur une société, ni n'entraîne obligatoirement une modification profonde de la ligne politique d'un Etat.

Un assassinat politique semble avoir des implications plus profondes quand le système dont il a frappé le symbole principal est très centralisé, les possibilités de remplacement du chef d'Etat abattu peu nombreuses, le système en crise ou en période d'instabilité, de

<sup>8</sup>D. Volker, *L'Affaire Schleyer*, Paris, Mengès, 1977.

<sup>9</sup> Voir annexe 1.

changements sociaux ou politiques rapides<sup>10</sup>. L'assassinat d'Hitler aurait certes changé le cours de la guerre.

C'est sur le champ que la nouvelle de l'agression d'un chef d'Etat, personnage que la plupart des citoyens connaissent, traverse le pays, se répand dans les rues. Beaucoup parmi les citoyens sont partagés entre incrédulité, étonnement et anxiété. Le président tombé, s'il était populaire et apprécié, devient un héros, un « mythe » s'il meurt<sup>11</sup>.

Puis l'autorité politique donne des signes de son existence : l'Etat malgré tout reste personnifié par un vice-président aux Etats-Unis, par le chef du gouvernement ailleurs ou l'héritier du trône, etc.

En réalité, au minimum, une seule chose est garantie aux assassins ou aux terroristes : l'association de leur nom, de leur doctrine ou des buts politiques qu'ils incarnent à l'assassinat d'un chef d'Etat ou d'un responsable politique. Cette certitude peut suffire aux illuminés. Elle satisfait aussi parfois les terroristes. Mais rien ne garantit que la société sera fragilisée, que l'Histoire suivra un cours vraiment différent ni que la cause terroriste sera favorablement accueillie. Evidemment, l'assassinat d'un dictateur haï pourra valoir une grande popularité à celui qui l'aura perpétré. En démocratie toutefois, cet effet est loin d'être assuré, comme sont loin d'être obligatoirement substantielles les conséquences politiques de cet acte.

L'assassinat est concret ? Il a des prolongements incertains. Celui de Lincoln paraît certes avoir eu des conséquences politiques à long terme. Son successeur fut en effet incapable de maintenir sa ligne toute en conciliation et en souplesse à l'égard des Etats du Sud des Etats-Unis et sa politique libérale concernant les droits des Noirs. Il est impossible de faire de l'histoire conditionnelle et de dire ce qu'il se serait passé si Lincoln avait vécu. Une chose est sûre : Sa ligne politique - pragmatisme envers le sud et sympathie pour les droits des Noirs - était populaire<sup>12</sup>.

L'assassinat de Kennedy, en revanche, a eu des effets stabilisateurs. Ses funérailles furent l'instant d'une communion du peuple américain, d'un consensus fort - l'instrument d'un renforcement de l'intégration nationale et de l'imaginaire politique américain<sup>13</sup>. L'enterrement présidentiel - comme le couronnement d'un monarque - produisit les conditions dans lesquelles « le peuple prend davantage conscience de son existence solidaire » et des liens qui l'unissent avec l'autorité politique<sup>14</sup>. Comme par réaction enfin, les partisans

<sup>10</sup>C. Leiden, *The Politics of Violence*. Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1968.

<sup>11</sup>Le président Kennedy fut ainsi idéalisé dans la période immédiate qui suivit son assassinat, tous les sondages faits révélant une augmentation très sensible de sa popularité (voir à ce sujet : J.P. Kirkham et alii, *Assassination & Political Violence*, op.cit., pp.90 et suiv.).

<sup>12</sup>M. Edelman & R.J. Simon, *Presidential Assassination : Their Meaning and Impact on American Society*, *Ethics*, vol.79, avril 1969, pp.1919-221.

<sup>13</sup>F. Greenstein, *Children and Politics*, New Haven, Yale University Press, 5e éd., 1970, p.50.

<sup>14</sup>E. Shils & M. Young, *The Meaning of the Coronation*, *Sociological Review*, 1, décembre 1953, p.74.

d'une législation interdisant la détention d'armes par les citoyens furent renforcés et légitimés dans leur conviction.

Une démocratie a par définition son pouvoir séparé en trois branches - exécutif, législatif, judiciaire ; la régionalisation, la décentralisation ou le fédéralisme tempèrent désormais la plupart des démocraties occidentales ; il est enfin théoriquement impossible aux responsables politiques mêmes les plus populaires ou les plus charismatiques d'agir hors des limites des formes institutionnelles. Un système électoral largement rôdé permet enfin de remplacer rapidement tout chef d'Etat brutalement décédé. Tout ceci montre que les démocraties - plus fragiles et plus souvent l'objet d'actions terroristes - sont peut être plus résistantes que les régimes autoritaires aux conséquences de l'assassinat d'un chef d'Etat - opposons ici les assassinats de Kennedy et de Carrero Blanco. Qu'un dictateur au pouvoir depuis trente ans ou un chef charismatique se croyant éternel et sans successeur désigné soit en effet abattu et - à la différence des démocraties - c'est potentiellement toute une société qui peut basculer dans l'instabilité. L'histoire du Proche-Orient (les années 30, 50 et 60 en particulier) nous le montra quand dans certains Etats comme l'Iraq - très fractionnés religieusement, ethniquement ou socialement -, il n'y avait pas de moyens constitutionnels de changer de direction politique.

### La diversité des savoir-faire

Chaque groupe terroriste a ses méthodes d'assassinat. Elles trahissent leur savoir-faire, voire des liens inavoués avec les services spéciaux de tel ou tel Etat. Elles montrent les limites de leur puissance, de leurs soutiens, de leur logistique.

Les terroristes ayant été formés à l'école soviétique utilisaient la manière du K.G.B. pour tuer leurs victimes. A la différence des Occidentaux, les militaires et officiers des services spéciaux soviétiques considéraient le tir au vol comme aléatoire et inefficace dans la réalité. Le pistolet était pour eux une arme offensive de contact - presque comme un poignard - utilisable à bout portant, en s'approchant le plus possible de la victime pour lui tirer dans le torse ou la tête. Ils n'agissaient jamais les deux mains sur la crosse de l'arme, pas plus qu'ils ne choisissaient des cibles en mouvement. Au contraire, au mieux, leur méthode était d'enfoncer le révolver dans l'oreille de la victime ou le nez (comme le 30 décembre 1973 lors

Dans ce dernier Etat en particulier, les A.F.L.<sup>16</sup>, simple faction parmi d'autres, a commis les principaux massacres de la guerre civile (église Saint-Paul en juillet 1990, plantation Firestone en juin 1993) : 564 morts et plus de 700 blessés. De son côté, le L.T.T.E. s'est lancé dans des massacres aveugles. A la mi-octobre 1992, cette organisation massacra au moins 164 « moros », la minorité musulmane du Sri Lanka réticente envers la cause séparatiste. Ces pratiques se distinguent indéniablement aussi bien dans leur raison que dans leur modalité des actions terroristes des groupes des années 70 - le Hezbollah par exemple. Ce dernier avait réussi « à s'allier des fractions de population par ses actions sociales de solidarité avec les pauvres »<sup>17</sup>. Ce n'est pas une des priorités du G.I.A. en Algérie. L'Agence France Presse d'Algérie a ainsi utilisé plus de 180 fois le mot « massacre » dans les titres de ses dépêches en 1997<sup>18</sup>. Cette nouvelle vague de tueries se distingue indéniablement des assassinats ciblés et individualisés des groupes révolutionnaires des années 70 - à chaque époque ses méthodes. Le G.I.A. ne revendique pas non plus constamment ses massacres bien qu'il laisse parfois sa signature sur les murs des maisons qu'il a attaqué ou qu'il évoque ses actions dans ses bulletins.

Les estimations varient sur le nombre des victimes occasionnées par la violence en Algérie depuis 1992 : 26 563 pour le Premier ministre de ce pays en février 1998, 120 000 à l'autre extrémité (Martin Stone, *The Agony of Algeria*, Columbia University Press, 1997). En juin 1998, le président Bouteflika annonça 100 000 morts. Il est difficile d'avoir une idée précises du nombres, des caractéristiques et du lieu des massacres algérien. Tous ne sont pas médiatisés, certains sont tenus secrets par l'appareil de sécurité algérien dont certains témoignages indiquent d'ailleurs parfois le rôle ambigu. De nombreux massacres ont un nombre de victimes officielles minoré et frappent souvent des zones où le F.I.S. a une bonne implantation électorale.

Les circonstances de ces massacres sont toujours identiques : Les agresseurs, en nombre variable, investissent les villages de nuit et exterminent pendant plusieurs heures des familles ciblées, sans considération d'âge ou de sexe. Ils procèdent le plus souvent à l'arme blanche (sabres, pelles, armes fabriquées, etc.). Des témoignages rapportent aussi des cas de victimes tuées par armes à feu ou brûlées vives. Les cadavres sont toujours décapités, mutilés ou brûlés, leurs biens souvent pillés.

<sup>16</sup> [Armed Forces of Liberia, à l'origine armée du Liberia, elles ont « privatisé » leur activité et ont une réputation de sauvagerie et d'indiscipline. A la fin de l'été 1995, les A.F.L. étaient fortes de 2 000 à 3 000 hommes stationnés à Monrovia.](#)

<sup>17</sup> Nasser..., Entretien du 17 novembre 1996.

<sup>18</sup> X.Raufér (dir.), *Dictionnaire des Nouvelles menaces*, op.cit., p 169.

Il est impossible d'énumérer l'ensemble des massacres algériens. Parmi les plus récents (1999), nous pouvons citer les suivants :

-En août 1999, l'explosion d'une bombe fit 17 morts et un nombre indéterminé de blessés à Ouezra, près de Medea.

-En août 1999, des hommes non-identifiés ont tué 29 personnes à Beni Ounif, dans la région de Bechar. Il semble que les victimes furent arrêtés sur une route et aussitôt abattus<sup>19</sup>.

- En août 1999, une bombe artisanale explosa sur le marché de Hassi Bahbah, dans la province de Djelfa, tuant 6 personnes et faisant 61 blessés.

- En juillet 1999, les corps d'au moins 35 personnes ont été retrouvés dans deux fosses communes près d'Alger. 9 villageois de la province de Medea furent égorgés.

-En juin 1999, les Islamistes tuèrent 19 civils et en blessèrent 4 dans le village de Sidi Ahmed Drouni dans la province de Mascara.

-En mai 1999, 9 personnes (dont 5 enfants) ont été égorgées au lieu-dit Kasni, commune de Nadorha, près de Mahdia.

- En mars 1999, des islamistes ont assassiné six personnes et blessé plusieurs autres avant de prendre la fuite avec pour butin une jeune fille de seize ans (Localité de Sidi El Kebir), etc.

A côté de ces massacres, des assassinats sont indéniablement ciblés :

- L'une visa les religieux chrétiens (mai 1994, un mariste français, une sœur d'Assomption ; octobre 1994, à Bal el Oued, deux soeurs augustines espagnoles ; décembre 1994, quatre pères blancs ; septembre 1995, deux soeurs ; novembre 1995, une sœur française, mars à mai 1996, sept moines à Tibérihine...

- Une campagne visa les ulémas modérés dialoguant avec le régime, même les plus prestigieux (par exemple en juin 1995 à Paris : le cheikh Sarhaoui. Au total, selon les autorités, une centaine d'ulemas tués).

-L'élimination des étrangers paraît très sélective et toucher particulièrement les intérêts français. Entre octobre 1993 et juin 1996 environ 120 étrangers furent assassinés dont 40 Français. Il est d'ailleurs troublant de constater que des pays furent particulièrement concernés : en Europe occidentale, ceux dans lesquels des réseaux islamistes furent démantelés ; en Europe orientale, des Orthodoxes en guerre contre les musulmans de Bosnie. Curieusement - accord (Etats-Unis) ?, argent (Japon) ?, aucun Américain, Japonais ou Allemand n'a semble-t-il été assassiné jusqu'en 1998.

<sup>19</sup> *El Watan*, 22 août 1999.

de sa tentative d'assassinat contre Joseph Sieff, le vice-président de la fondation sioniste de Grande-Bretagne) et de tirer<sup>15</sup>.

La Fraction Armée Rouge allemande utilisait quant à elle une grande puissance de feu, pistolets-mitrailleurs, grenades, pour abattre la cible choisie (exemple : l'assassinat de la protection rapprochée d'Hans Martin Schleyer).

En réalité, tout ceci est fonction des armes que possèdent les groupes terroristes. Qu'ils soient sans guère de soutiens et ils ne peuvent que se fournir en vieilles armes de guerre dépareillées. Qu'un Etat les assiste, et des armes de guerre leur sont procurées.

Certaines armes privilégiées par le milieu du banditisme sont ou furent aussi utilisées par les terroristes : les revolvers de calibre 357 Magnum (Colt, Smith & Wesson, etc.).

Si les vieilles armes de guerre ont contribué d'une façon sanglante aux causes terroristes, il ne faut pas oublier la part prééminente des armes provenant des pays de l'Est. Elles furent à l'origine de nombreux assassinats et actions terroristes en Europe dans les années 70 et 80.

#### La spécialisation dans l'action

La répartition des tâches, la hiérarchie se retrouvent dans l'action comme dans la vie interne de tout groupe. Ainsi, les Brigades Rouges choisissaient soigneusement leurs armes en fonction de l'action à conduire. Chaque membre possédait son arme de poing individuelle, plus, en cas d'opération, une seconde destinée à remplacer la première éventuellement défaillante ou enrayée. Le chef du commando avait avec lui la mitrailleuse, le sous-chef les grenades. Une telle répartition des fonctions provient en droite ligne de l'organisation militaire la plus classique, ce qui montre selon nous les points communs techniques entre militaires et terroristes - les premiers inspirant les seconds en l'espèce.

#### Les massacres et tueries collectives : l'exemple algérien

La fin des années 80 et particulièrement les années 90 ont vu la pratique des massacres ciblés et planifiés reprendre une intensité progressive - notamment en Algérie. La pratique des massacres se développe par une sorte de vague contagieuse : en 1997, en Colombie, au Cambodge, au Cachemire, au Mexique, en Inde, en Egypte, en Sierra Leone et au Liberia.

---

<sup>15</sup>C.Smith, *Carlos*, Paris, Gallimard, 1977, p.97.



malades ou d'illuminés prétendirent modifier le cours de l'histoire par leur geste expéditif ? L'homicide politique peut être au service de la protection d'un régime menacé ou qui ne souffre pas d'avoir une opposition. La liquidation d'opposants politiques est ainsi une pratique courante et spectaculaire de la part même de certains Etats : Depuis 1979, au moins 82 opposants iraniens ont été assassinés dans le monde selon l'évaluation de la justice française. « Uomo morto non fa guerra » affirme un proverbe italien - l'homme mort ne fait pas la guerre, pas plus qu'il ne s'oppose au régime en place.

Comme la pratique du kidnapping, l'homicide politique ou le massacre mettent l'individu au centre du terrorisme. Ils cherchent d'abord à créer un sentiment de peur diffus parmi la population. Comme le dit un slogan des Brigades rouges : « Tues en un, tu en effrayes cent ». Ainsi, il fragilise et conteste l'Etat en frappant des élus ou des fonctionnaires et en agissant contre des citoyens<sup>2</sup>. L'Etat se voit de la sorte contesté deux fois. C'est d'autant plus facile en ce qui concerne les assassinats individuels que la vie politique des démocraties représentatives s'incarne en quelques hommes de premier rang<sup>3</sup>.

### Les tyrannicides

Comme les chefs d'Etat républicains, les souverains, « de l'éminence où ils se tiennent, /.../ sont particulièrement exposés comme points de mire à tout artiste / ou à tout terroriste/ possédé du désir ardent de produire un effet théâtral »<sup>4</sup>. Songeons ainsi à l'assassinat d'Henri IV. Son assassin, Ravailiac, n'était jamais que le vingtième à avoir essayé. Et c'est dans toute l'Europe occidentale de cette époque que l'assassinat politique était pratiqué. En 1588, le duc de Guise fut assassiné à Blois ; Henri III fut tué par Jacques Clément, le roi James échappa à un attentat à la bombe alors qu'il se trouvait au Parlement britannique ; à Venise, le chef spirituel de la résistance à l'autorité papale, Fra Paolo Sarpi, portait la cicatrice d'un coup de poignard sur le visage, etc. Dans ce XVIe siècle des guerres de religion, la question de la légitimité tenait une place de choix. Les partisans de telle religion étaient persuadés que leurs opposants étaient en quelques sorte le mal institutionnalisé et qu'il convenait soit de les convertir soit de les tuer. Il est symptomatique que la notion de tyrannicide ait été popularisée à cette époque<sup>5</sup>. Deux sortes de tyrans étaient

<sup>2</sup>D.Apter. *Pour l'Etat, contre l'Etat*, Paris, Economica, 1988.

<sup>3</sup>D.Gaxie. *La Démocratie Représentative*, Paris, Ciefs-Montchrestien, 1994, p.55.

<sup>4</sup>T.de Quincy. *De l'assassinat Considéré comme un des Beaux-Arts*, Paris, Mercure de France, 1929, p.28.

<sup>5</sup>O.Jaszi & J.D.Lewis, *Against the Tyrant : The Tradition and Theory of Tyrannicide*, Glencoe, the Free Press, 1957.